

Singularités et paradoxes territoriaux en Indonésie

De l'ambivalence des frontières dans un cadre de diversité insulaire extrême

Jean-Luc MAURER
IUED – Genève

En 1995, l'Indonésie a fêté en grande pompe et dans la liesse populaire le cinquantième anniversaire de son indépendance, proclamée le 17 août 1945, juste avant que l'occupant japonais ne capitule et que les Pays Bas ne se lancent dans une peu glorieuse tentative de reconquête coloniale dont le glas sonnera définitivement quatre années plus tard. Les très nombreuses manifestations organisées pour marquer ce demi-siècle de liberté ont bien sûr été l'occasion de réaffirmer avec force tous les grands mythes fondateurs de la nation indonésienne. Parmi ceux-ci, l'un des plus forts est lié à ce qui fait sans doute la première richesse du plus vaste archipel du monde et dont s'enorgueillit à juste titre le mouvement nationaliste indonésien depuis son origine, au point de l'avoir choisi comme thème de la devise du pays : "Unité dans la diversité"¹.

De fait, on peut difficilement imaginer plus grande diversité culturelle au sein d'une même nation. Formé de milliers d'îles, cet archipel immense qui *"se tortille autour de l'équateur comme une ceinture d'émeraudes"*², compte de très nombreux groupes ethniques différents parlant presque autant de langues distinctes et présentant tout l'éventail des civilisations matérielles et des pratiques religieuses. Cela va de la culture cosmopolite et raffinée de Java Central, où se sont succédé au fil des siècles des royaumes indianisés transformés en sultanats sous l'influence de l'Islam devenue religion dominante et tirant l'essentiel de leur prospérité d'une riziculture parmi les plus intensives d'Asie, aux peuplades mélanésiennes isolées de l'Irian Jaya, qui vivent encore aujourd'hui de chasse et de cueillette et sont restées largement animistes. De ce fait, et suite à la croissance économique accélérée des vingt dernières années qui a fait de l'Indonésie un des prétendants asiatiques au titre envié de "nouveau pays industriel", l'archipel est dans la position délicate et quelque peu schizophrénique d'avoir déjà un pied dans le troisième millénaire mais encore l'autre dans l'âge de pierre.

Outre cette immense diversité culturelle, l'atomisation insulaire de l'archipel n'est certes pas un facteur de cohésion. L'unité nationale indonésienne n'était en tous les cas pas inscrite dans la géographie. Il n'aura pas fallu moins qu'une histoire précoloniale riche en échanges et relations de toutes sortes, le rôle unificateur de la colonisation hollandaise, l'intelligence du mouvement nationaliste et le génie de Sukarno, père de l'indépendance et premier président de la république, pour faire surgir de ce foisonnement extrême un pays unitaire ayant une identité forte et une même langue. Dans ce processus de construction nationale, le territoire aura joué, ici comme ailleurs, un rôle majeur. Et qui dit territoire dit frontières. Or, la délimitation des frontières externes et internes du pays aurait pu être fortement compliquée du fait que dans la conception

¹ La devise nationale indonésienne, *"Bhinneka tunggal ika"*, a été empruntée à Mpu Tantular, le fameux poète de la cour du roi Hayam Wuruk de Majapahit, principal et dernier des grands royaumes indianisés javanais, qui a étendu sa domination sur une bonne partie de l'archipel au XIV^{ème} siècle.

² Cette belle expression imagée est empruntée à Édouard Douwes-Dekker, écrivain et homme politique hollandais de la fin du XIX^{ème} siècle, qui, sous le pseudonyme de Multatuli a écrit le célèbre ouvrage intitulé *Max Havelaar*, premier roman anticolonial européen.

traditionnelle en vigueur dans l'archipel, le territoire comprend à la fois la terre et la mer. Pourtant, ce n'est pas vraiment à ce niveau là que l'Indonésie a rencontré ses principaux problèmes territoriaux depuis l'indépendance.

Pour ce qui est des frontières extérieures, tout l'enjeu a consisté à récupérer l'intégralité du territoire insulindien occupé par la puissance coloniale hollandaise, tel qu'il était reconnu par les traités internationaux du XIX^{ème} siècle. Une fois cela acquis, avec le retour de l'Irian Occidental dans le giron national indonésien en 1969, le problème des frontières externes a disparu en tant que tel. Nous examinerons toutefois les deux conflits de nature politique à incidences territoriales qui ont surgi ensuite, au moment de la Confrontation avec la Malaysia en 1963 et de l'invasion de Timor Oriental en 1975. En ce qui concerne les frontières intérieures, il a tout d'abord fallu supprimer les rébellions régionales sécessionnistes des années 50, qui ont failli faire imploser le pays. Depuis lors, certaines tendances centrifuges ont persisté, mais les facteurs historiques et ethniques ayant présidé à la création des provinces n'ont guère été remis en question. Un État fort et centralisé, conforme à la tradition indonésienne, s'est rapidement imposé.

La diversité culturelle du pays réserve toutefois d'étonnants paradoxes. Ainsi, certains groupes ethniques continuent à vivre un peu en marge de la nation, sans vraiment tenir compte des frontières existantes et remettant même en cause par leurs pratiques la souveraineté territoriale de l'État central. Parmi ces groupes ethniques se défiant des frontières, il en est en particulier deux qui présentent des caractéristiques opposées. Ainsi, les Badui de Java Ouest sont-ils restés isolés tout au long de leur histoire, traçant dans les montagnes de Banten des frontières théoriques mais rigides qui les ont largement protégés jusqu'à présent des pires affres de la modernisation. Inversement, les Bajau disséminés dans tout l'archipel ont continué à ignorer les frontières nationales indonésiennes qu'ils franchissent aisément pour s'installer du côté de la Malaisie ou dans le sud des Philippines. Après avoir défini l'importance du concept de territoire dans le mouvement qui a mené à l'unité nationale et passé en revue les problèmes qui se sont posés au niveau de la délimitation des frontières extérieures ainsi que les tendances centrifuges internes qui continuent à menacer son intégrité, cet article se propose de présenter le cas des Badui et des Bajau comme illustratif des paradoxes frontaliers très singuliers caractérisant l'archipel.

Le concept de territoire dans le nationalisme indonésien

Comme partout ailleurs dans les sociétés soumises à la colonisation, le mouvement nationaliste qui voit le jour au début du XX^{ème} siècle dans les Indes Néerlandaises tente de fonder sa revendication d'émancipation sur deux sources de légitimité essentielles : l'identité d'un peuple et le contrôle d'un territoire. Toutefois, les spécificités géographiques et historiques de l'archipel insulindien compliquent grandement la situation. Et cela relève autant des hommes que du territoire.

En ce qui concerne les hommes, il est en effet difficile de forger une identité nationale dans un monde insulaire atomisé ayant donné le jour à une aussi grande diversité culturelle. Au terme de siècles de vagues migratoires, d'invasions et de brassages, l'Indonésie compte en effet plus de 300 groupes ethniques différents parlant au moins 250 langues distinctes. Certes, cette identité nationale devrait *a priori* fort bien pouvoir se fonder sur la langue et la culture des Javanais, le groupe ethnique numériquement majoritaire qui a dominé l'histoire précoloniale de l'archipel et a continué à diriger le mouvement nationaliste. Néanmoins, tout le génie de ce dernier consistera précisément à éviter un tel écueil en choisissant en 1928 pour langue nationale le "malais côtier" parlé sur les deux rives du détroit de Malacca, la vieille *lingua franca* de tous les voyageurs sillonnant le monde malais depuis les temps immémoriaux. Ce choix judicieux a eu un effet très déterminant sur le processus d'intégration nationale.

Pour ce qui est du territoire, le problème n'est pas beaucoup moins ardu. Le mouvement nationaliste indonésien essaiera bien de fonder la légitimité de ses revendications en la matière sur le fait que l'unité du territoire des Indes Néerlandaises était antérieure à la période coloniale. Mais, si la puissante thalassocratie de Srivijaya, localisée dans le sud de Sumatra du VIII^{ème} au X^{ème} siècle, ou le glorieux royaume agraire de Majapahit, situé à Java Est du XIII^{ème} au XV^{ème} siècle, ont bien étendu leur influence respective à une grande partie de l'archipel insulindien et du monde malais, on ne peut en aucun cas parler de contrôle territorial effectif et continu au sens où l'exerce l'État colonial hollandais quand le nationalisme indonésien commence à le contester³. De plus, l'extension de l'empire colonial néerlandais dans les frontières ainsi revendiquées est fort tardive, puisque que si les Hollandais s'établissent dès 1619 à Java, ils n'imposent finalement leur domination sur Bali qu'en 1906 et ne conquerront définitivement le pays Aceh du nord de Sumatra qu'en 1910. Le nationalisme indonésien est donc bien un enfant de son temps dont les revendications territoriales se sont coulées dans les limites que le colonisateur avait donné à son empire tropical.

Dans leur longue lutte contre les Hollandais, les nationalistes indonésiens ont donc toujours exigé chaque mètre carré du vaste territoire des Indes néerlandaises, mais n'en ont jamais revendiqué un de plus. Ainsi n'ont-ils eu de cesse de récupérer le territoire de l'immense Irian Occidental, qui était exclu des accords de 1949 par lesquels La Haye reconnaissait officiellement l'indépendance de l'Indonésie et dont il était alors prévu que le sort serait décidé ultérieurement. Après avoir surmonté les crises politiques graves du début des années 50, Sukarno s'est donc lancé dans une campagne politique et militaire de "libération" du territoire national. Le slogan selon lequel l'Indonésie s'étend de Sabang, petite île au nord de Sumatra, à Merauke, bourgade perdue d'Irian marquant la frontière artificielle avec la Papouasie, s'est alors imposé avec force. Ce problème a finalement trouvé une solution négociée en 1969, par le biais d'un référendum disnutabl0 laperT6cup9 par le NcationsUnites que a6vu la mjtortité d'ure

traduction littérale. Compte tenu des immenses ressources naturelles dont regorge le sous-sol de la région, cela aurait pu poser problème vis à vis des voisins immédiats de l'Indonésie. Toutefois, la plupart d'entre-eux partagent les mêmes conceptions en la matière. De plus, le droit moderne des mers, à travers des principes comme ceux de la ligne des 200 miles nautiques ou d'espace archipélagique, intègre largement les conceptions traditionnelles du territoire national propres au monde malais.

La délimitation des frontières internationales de l'archipel

Porte entre les océans Indien et Pacifique et pont entre les continents asiatique et australien, l'archipel indonésien partage, du nord-ouest au sud-est, ses frontières avec sept pays : l'Inde, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, les Philippines, la Papouasie-Nouvelle Guinée et l'Australie. La majeure partie de ces frontières sont maritimes, à l'exception de la sinueuse ligne de crête qui partage l'immense île de Bornéo en deux parties, le Kalimantan indonésien au sud et les deux provinces de Malaisie orientale, Sarawak et Sabah, au nord ainsi que du classique trait de crayon colonial qui divise la gigantesque île de Nouvelle Guinée en deux moitiés égales, l'Irian Jaya indonésienne à l'ouest et la Papouasie Nouvelle Guinée indépendante à l'est. A cela s'ajoute la petite frontière terrestre qui séparait les parties indonésienne et portugaise de Timor jusqu'en 1976. En dehors du sinistre cas tragique du Timor Oriental, sur lequel nous reviendrons plus loin, l'Indonésie n'entretient pas de différent territorial majeur avec ses voisins. Cela résulte largement du fait que la légitimité territoriale indonésienne est surtout d'ordre juridiquo-historique et découle d'abord des règles de la succession d'états.

Carte

Une nouvelle fois, la colonisation a tracé au XIX^{ème} siècle en Asie du Sud-Est des frontières qui n'ont guère été remises en question par les états indépendants de la région après la seconde guerre mondiale. Les seuls rares problèmes frontaliers qui se soient posés en cinquante ans d'indépendance indonésienne ont beaucoup plus été de nature politique que strictement territoriale. Ainsi en va-t-il du problème de l'Irian dans les années 50, de la Confrontation avec la Malaisie dans les années 60 et de la crise de Timor dans les années 70.

Pour ce qui est de l'Irian, son retour en 1969 dans le giron indonésien a établi la nouvelle frontière orientale du pays qui le sépare désormais de la Papouasie-Nouvelle Guinée. Tracée au cordeau, selon les bonnes vieilles méthodes coloniales du XIX^{ème} siècle, cette frontière recouvre largement le 141^{ème} méridien. A l'exception de sa partie centrale, qui épouse partiellement le cours de la rivière Fly, elle est en conséquence entièrement rectiligne. Bien que les régions de forêts tropicales, de hautes montagnes et de plaines marécageuses traversées soit peu peuplées, la frontière coupe donc à travers les territoires ancestraux, les relations tribales et les langues vernaculaires. Cela alimente fortement l'irrédentisme des populations frontalières qui viennent grossir les rangs du mouvement de libération papou⁵. Ce dernier, lutte depuis 1969 pour séparer l'Irian de l'Indonésie, et imagine à terme une réunification avec la Papouasie-Nouvelle Guinée. D'un point de vue historique et culturel, il faut bien dire que les ethnies mélanésiennes locales ont peu en commun avec les Indonésiens d'origine asiatique du reste de l'archipel. De plus, la politique suivie depuis bientôt trente ans par Jakarta dans cette province, en particulier à travers la "transmigration" des Javanais de leur île surpeuplée vers ces terres dites "vierges" ou l'octroi de vastes concessions minières et forestières à de puissantes sociétés multinationales, a largement contribué à envenimer les choses. Le fait que beaucoup parmi les nouveaux arrivants en majorité musulmans n'ont guère d'égard pour les pratiques religieuses d'une population autochtone en grande partie christianisée n'a rien arrangé. Bref, la situation de

⁵ Ce mouvement est connu sous son sigle indonésien de OPM pour *Organisasi Papua Merdeka*. Pour plus de détails sur ce mouvement en particulier et sur l'histoire tragique de l'Irian Jaya en général, voir Robin Osborne, *Indonesia's Secret War, The Guerrilla Struggle in Irian Jaya*, Sydney, Allen & Unwin, 1985.

L'Irian Jaya est à la fois conflictuelle et pathétique. Face à cela et malgré une certaine solidarité pan-papoue de façade, le gouvernement de Port Moresby garde un profil bas. Son armée n'est pas de taille à faire face aux troupes indonésiennes et il a déjà assez à faire avec la sécession de Bougainville sur sa propre frontière orientale. Par ailleurs, en ces temps de globalisation, il est plus intéressé à gagner sa place au sein de l'APEC et éventuellement de l'ASEAN⁶ que de soutenir ses frères papous contre "l'impérialisme indonésien". Malgré son caractère artificiel et sa perméabilité, la frontière extérieure orientale de l'Indonésie est donc pour l'instant sûre. Toutefois, le problème de l'Irian est latent et pourrait bien un jour déboucher sur une crise de décolonisation majeure pour "l'empire indonésien".

Quand il a été acquis que l'Irian reviendrait à terme dans le giron national, Sukarno, alors héraut incontesté de la lutte contre le colonialisme et ses avatars dans la région, a choisi un autre bouc émissaire extérieur pour détourner l'attention de la population indonésienne des graves problèmes économiques et politiques internes accablant le pays. Le processus d'octroi d'indépendance initié au début des années 60 par la Grande Bretagne vis à vis de ses colonies du monde malais lui en a donné l'occasion. Considérant que le regroupement envisagé des sultanats de la péninsule malaise, de ceux de nord Bornéo et de la ville de Singapour dans une Malaysia fédérale était une construction de nature néo-coloniale, il a alors lancé contre elle sa politique dite de "*Konfrontasi*". Malgré les escarmouches ayant opposé l'armée indonésienne aux troupes malaisiennes à Bornéo et Singapour en 1963, le problème était toutefois plus de nature politique que territoriale. Il est en effet possible que Sukarno ait à l'époque caressé en secret le rêve de regrouper tous les territoires de culture et de langue malaise dans une grande Indonésie aux destinées de laquelle il aurait présidé. Il ne l'a cependant jamais revendiqué explicitement. Cela dénote une nouvelle fois le respect d'une certaine légitimité territoriale héritée de la colonisation, même de la part d'un nationaliste aussi pointilleux et virulent que le père de l'indépendance indonésienne. Quoiqu'il en soit, la chute de Sukarno et l'arrivée au pouvoir en Indonésie du général Suharto et de son Ordre Nouveau, suite à la tentative de coup d'état communiste de septembre 1965 et à l'épouvantable répression sanglante qu'elle déclencha, allait mettre définitivement un terme à la politique de confrontation avec la Malaisie⁷. Il n'y a depuis lors jamais plus eu le moindre différent frontalier entre les deux états qui ont même constitué une alliance informelle des pays de langue malaise au sein de l'ASEAN.

Quand à l'invasion brutale de Timor Oriental en 1975, elle n'est pas fondée non plus comme nous l'avons vu sur un différent frontalier ni sur une convoitise de nature territoriale de la part de l'Indonésie. Elle résulte surtout de la manière lamentable dont les Portugais ont bâclé, là comme ailleurs, leur décolonisation dans la foulée de la "révolution des œillets" de Lisbonne en avril 1974. Après n'avoir pratiquement rien fait de valable pendant plus de trois siècles dans ce territoire dénué de tout, ni sur le plan des infrastructures ni pour la formation des ressources humaines, ils ont en effet pliés bagage à la hâte et l'ont abandonné à son triste sort. Le manque de préparation des Timorais à cette échéance brutale et les luttes suicidaires pour le pouvoir qui ont alors opposé les différentes factions politiques existantes ont débouché sur une situation confuse dans laquelle il est bientôt apparu que la gauche d'obédience communiste était sur le point de l'emporter à Dili. Voir s'établir un tel régime au cœur même de l'archipel indonésien était bien évidemment intolérable pour le régime viscéralement anticommuniste de Jakarta. Le contexte régional et international très particulier de l'époque a facilité le véritable *anschluss*

⁶ APEC est le sigle de Asia Pacific Economic Cooperation qui regroupe, outre les six pays de l'ASEAN mentionnés ci-dessous, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, le Canada, les USA, le Mexique, le Chili, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

ASEAN est le sigle de Association of South-East Asian Nations comprenant à l'origine l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, rejoint par Brunei au moment de son indépendance formelle en 1984 et par le Vietnam qui vient juste d'y faire son entrée en 1995.

⁷ Parmi les nombreux ouvrages historiques ayant traité de la Confrontation entre l'Indonésie et la Malaisie, on peut se reporter pour plus ample informée à l'étude de Franklin Weinstein, *Indonesian Foreign Policy and the Dilemma of Dependence, From Sukarno to Soeharto*, Ithaca, Cornell University Press, 1976.

auquel on a assisté, car personne n'avait intérêt à se mettre à dos un pays aussi important et prometteur que l'Indonésie pour défendre la moitié d'une petite île aride sans aucune richesse naturelle. C'est ainsi que Timor Oriental est devenu en 1976 la 27^{ème} province indonésienne, dans l'indifférence quasi générale. La guerre opposant les troupes d'invasion et la résistance locale ont ravagé les campagnes, violence et famine semant la mort au sein d'une population déjà misérable. Depuis lors, malgré les efforts indéniables consentis par le gouvernement central pour développer sa nouvelle province, la jeunesse timoraise accepte de moins en moins la colonisation intégrale à laquelle elle est soumise, en particulier par le biais de la "transmigration". Loin de fléchir, la résistance semble s'intensifier ces dernières années et la répression sanglante qu'elle entraîne de la part de l'armée désigne de plus en plus Jakarta à la réprobation de la communauté internationale⁸. La triste ironie de cette tragédie est que le gouvernement indonésien s'est lui-même créé de toutes pièces le seul véritable problème territorial auquel le pays soit actuellement confronté. Vu la pression internationale croissante et le réveil de sa propre opinion publique à cet égard, il devra bien tôt ou tard trouver un compromis permettant de le solutionner.

En dehors des questions de l'Irian et surtout de Timor, qui sont finalement au moins autant de nature interne qu'externe, l'Indonésie n'a en effet pas à proprement parler de véritable problème de frontières internationales avec ses voisins immédiats. À l'ouest, du côté de l'océan Indien, la délimitation des frontières maritimes avec l'Inde n'est l'objet d'aucun litige. Au centre, sur le pourtour de la mer de Chine méridionale, Jakarta n'a pour l'instant pas le moindre contentieux territorial avec chacun de ses six partenaires de l'ASEAN, la Thaïlande, la Malaisie, Brunei, les Philippines, Singapour et le Vietnam. Il y a en particulier longtemps que les autorités de la Cité-État ont abandonné le rêve de pouvoir acquérir auprès des Indonésiens certaines des îles de l'archipel des Riau, à portée de vue des gratte-ciel de Shenton Way et Raffles Quay. Ils se sont contentés de leur acheter de la terre pour étendre la superficie de leur territoire exigu par récupération sur la mer et ont même finalement encouragé la création de la zone franche *a priori* concurrente qui s'est établie sur l'île de Batam. Au sud-est, vers l'océan Pacifique, guère plus de difficultés en vue. La frontière avec la Papouasie-Nouvelle Guinée, à défaut d'être intelligente, à le mérite d'être simple et est reconnue par les deux états. Pour ce qui est de l'Australie, la question de la délimitation des eaux territoriales et des fonds marins apparemment riches en pétrole de la mer de Timor s'est réglée à l'amiable en 1989. Ces intérêts économiques bien compris ne sont d'ailleurs pas étranger au fait que Canberra ait largement fermé les yeux sur les exactions que commettait l'armée indonésienne si près de ses côtes. Cela dit, non seulement l'Indonésie n'a-t-elle pas de réel différent frontalier avec ses voisins, mais encore s'offre-t-elle le luxe de leurs offrir ses bons offices pour régler la question des îles Spratly, archipel minuscule de la mer de Chine méridionale convoité par la Malaisie, les Philippines, le Vietnam et la Chine. Cette dernière, dont l'arrogance impériale ne cesse de croître dans la région, semble au demeurant avoir été passablement irritée par cette position de neutralité active puisque les Indonésiens ont récemment eu la mauvaise surprise de découvrir sur une carte publiée en Chine que Pékin considérait même leurs îles Natuna, très riches en gaz naturel et situées bien au sud des Spratly, comme faisant partie du territoire national chinois ! On ne peut toutefois pas considérer cette revendication fantaisiste comme constituant une remise en cause sérieuse des frontières internationales actuelles et reconnues de l'Indonésie.

⁸ Plusieurs ouvrages se sont attachés à traiter du drame timorais depuis 1975. Bien que la plupart soient comme il se doit en anglais, un jeune chercheur français du nom de Gabriel Defert s'est depuis peu spécialisé sur cette question et a publié le résultat de ses travaux dans une étude très fouillée intitulée *Timor Est : le génocide oublié*, Paris, L'Harmattan, 1992.

Les frontières régionales et les tendances centrifuges de l'État central

Sur le plan des frontières régionales internes, les choses ne sont pas aussi limpides. Actuellement, l'Indonésie est divisée en 27 provinces, Timor Oriental inclus, alors qu'elle en comptait tout juste 12 en 1950. Au fil des ans, certaines des immenses entités régionales formées au moment où le pays a recouvré sa totale souveraineté ont en effet été divisées en unités plus petites et homogènes, moins difficiles à administrer. C'est ainsi que les vastes îles de Kalimantan (Bornéo) et Sulawesi (Célèbes), formant chacune à l'origine une seule et unique province, ont respectivement été divisées en quatre entités provinciales distinctes alors que les petites îles de la Sonde étaient réparties en trois provinces différentes et que le nombre de ces dernières augmentait de trois à huit dans le cas de Sumatra. Les frontières régionales ainsi créées ont été délimitées en fonction d'un certain nombre de critères historiques, ethniques, culturels, religieux, linguistiques, géographiques, démographiques, économiques et politiques. Parfois, un seul de ces critères a vraiment primé, mais la plupart du temps il s'est agi d'une combinaison de facteurs. Dans le cas de Yogyakarta, c'est uniquement en reconnaissance du rôle historique remarquable joué par le sultan Hamengkubuwono IX, seul membre important de l'aristocratie indonésienne à avoir combattu dans les rangs des nationalistes, que sa petite principauté s'est vu conférer le statut de province dès 1950. Ailleurs, ce sont essentiellement des raisons d'ordre religieux qui ont présidé à la division des petites îles de la Sonde en trois provinces distinctes : Bali, dernier bastion homogène de l'hindouisme dans l'archipel, les deux îles musulmanes de Lombok et Sumbawa formant Nusa Tenggara Occidental et toutes les autres îles chrétiennes comme Flores et Timor étant regroupées dans Nusa Tenggara Oriental. A cette dimension religieuse s'ajoutent aussi des aspects ethniques, culturels, historiques et politiques dans la création des provinces comme Sumatra Ouest, pays des Minangkabau musulmans et matrilineaires, Kalimantan Central, domaine où les Dayak sont majoritaires et encore largement animistes, ou Nord Sulawesi, région des Minahasa christianisés de longue date. Dans un tout autre registre, c'est avant tout un critère de type linguistique qui explique la frontière établie dès 1950 pour séparer Java Ouest, de langue sundanaise, de Java Central, où l'on parle javanais.

En fait, Java mis à part, la création de la majorité des nouvelles provinces susmentionnées date de la fin des années 50, au moment où un régime de type présidentiel baptisé "démocratie dirigée" par Sukarno a succédé au système de démocratie parlementaire en vigueur jusque là. Il faut dire que ce dernier n'avait pas rencontré un succès très probant, la vie politique indonésienne étant caractérisée par une très grande instabilité et la jeune république étant agitée de très fortes tendances centrifuges depuis l'indépendance⁹. Celles-ci, probablement inévitables dans un univers insulaire aussi étendu et divers que l'archipel insulindien, faillirent même faire éclater le pays à plusieurs reprises. Les premières, comme la rébellion visant à établir une république indépendante dans les îles chrétiennes des Moluques du sud ou la guérilla menée à Java Ouest par le mouvement du Darul Islam pour imposer un état islamique en Indonésie, ont été rapidement maîtrisées dès le début des années 50. D'autres, de nature beaucoup plus strictement politique comme les mouvements de séparatisme régional PERMESTA et PRRI, lancés respectivement à Sulawesi en 1957 et à Sumatra en 1958, plus graves aussi, ont amené la fin de la démocratie constitutionnelle dans le pays. Elles sont donc à l'origine d'un redécoupage administratif rendu d'autant plus nécessaire que toute cette période a également été marquée par des conflits d'ordre ethnique et religieux dans les deux grandes îles concernées et ailleurs. Depuis lors, les nouvelles frontières régionales ainsi établies n'ont pas vraiment été remises en question. Par ailleurs, si, comme nous l'avons déjà vu, de nouveaux problèmes de territoire à connotation double, interne et externe, ont émergé plus récemment en Irian Jaya et à Timor Oriental, presque toutes les tendances centrifuges anciennes susmentionnées ont

⁹ Pour une analyse intéressante des tendances centrifuges de l'État indonésien en général voir James A.C. Mackie, "Integrating and Centrifugal Factors in Indonesian Politics since 1945" in J.J. Fox, R.G. Garnaut, P.T. McCawley and J.A.C. Mackie (Eds.), *Indonesia : Australian Perspectives*, Canberra, Australian National University, 1980.

disparues. Il y a toutefois une exception notable à la règle : le cas du pays Aceh, province la plus septentrionale de Sumatra, vieille terre d'Islam où la religion du prophète est pratiquée avec une rigueur inégalée en Indonésie et dernière région de l'archipel à avoir opposé une résistance farouche aux Hollandais, qui est animée depuis l'indépendance par son rejet viscéral du centralisme administratif de Jakarta.

Pourtant, comme Yogyakarta, Aceh, jouit d'un statut de région spéciale qui lui a été octroyé en fonction de ses spécificités historiques et lui garantit théoriquement une autonomie un peu plus étendue que les autres provinces indonésiennes. En réalité, la différence est ténue et s'inscrit dans le cadre d'une tradition forte et centralisatrice de la part de l'État indonésien. Il est vrai que l'unité nationale déjà fort improbable de l'archipel aurait sûrement été impossible sans cela. Quoiqu'il en soit, héritée des royaumes agraires indianisés et des sultanats précoloniaux ainsi que des pratiques de l'État colonial néerlandais, cette tradition centralisatrice s'est fortement renforcée de 1958 à 1965, pendant l'épisode de "démocratie dirigée" de Sukarno, et encore plus depuis la proclamation en 1966 de l'Ordre Nouveau du général Suharto¹⁰. Cela se traduit de plusieurs manières. Ainsi, tout le territoire national indonésien est-il totalement quadrillé, jusqu'au niveau du dernier village du district le plus éloigné de Jakarta, par un double maillage administratif et militaire qui, pour être en général discret, n'en est pas moins efficace pour autant. De même, les élections régionales et locales sont-elles soigneusement contrôlées, jusqu'au choix du chef de village et de ses adjoints. Enfin, l'idéologie nationale unanimiste du *Pancasila* inventée par le génie syncrétique de Sukarno, qui prône la croyance en Dieu sans préciser lequel, si elle a aussi permis que ce pays multiconfessionnel reste jusqu'à présent uni, ne permet guère aux différentes sensibilités religieuses de s'exprimer pleinement, en particulier au sein d'une communauté musulmane qui est la plus grande du monde par le nombre de ses fidèles. Comme dans le cas de Timor et de l'Irian, cette question religieuse est d'ailleurs depuis toujours l'une des principales raisons du mécontentement des Achinois. Mais ce dernier revêt surtout aujourd'hui un aspect économique. Les systèmes budgétaires et fiscaux étant également très centralisés, de nombreuses provinces ont l'impression, soit quand elles sont pauvres comme Timor, de ne pas recevoir assez du gouvernement central, soit quand elles sont riches comme Aceh, de trop lui donner.

Car si l'une des richesses majeures de ce magnifique pays réside dans la diversité de ses peuples et de ses paysages, sa principale faiblesse provient du fait que les ressources humaines et naturelles sont par trop inégalement réparties entre les différentes îles de l'archipel. Les deux tableaux donnés en annexe résumant bien la situation¹¹. Ainsi, le produit national brut moyen par habitant de provinces peu peuplées et riches en ressources minérales et énergétiques comme Kalimantan Est et Riau est-il en moyenne quinze fois plus élevé que celui des provinces misérables et dénuées de toute richesse naturelle comme Nusa Tenggara Est ou Ouest. Le gouvernement central essaye bien de pallier à ces disparités régionales en répartissant équitablement entre les provinces et au prorata de leur population les ressources disponibles pour le financement du développement. Mais cela mécontente tout le monde. D'une part, le niveau de développement des provinces les plus pauvres est si bas qu'elles auraient besoin de beaucoup plus pour pouvoir sortir de leur marasme. De l'autre, les provinces les plus riches estiment qu'elles sont trop ponctionnées pour financer le développement du reste de l'archipel et que cela se fait au détriment du leur. C'est en particulier le cas d'Aceh, province fière de sa culture et jalouse de son indépendance qui a de plus la chance d'être très riche en pétrole et gaz

¹⁰ Pour plus de détails sur la question du centralisme administratif et de la décentralisation du développement à l'échelle locale, voir notamment Colin McAndrews (Ed.), *Central Government and Local Development in Indonesia*, Singapore, Oxford University Press, 1986.

¹¹ Ils sont tirés d'un article récent de l'auteur sur la question ayant pour titre "L'Indonésie est plus vaste que Java : origines, résultats et dangers d'un développement à deux vitesses", *Revue Canadienne d'Études du Développement*, Numéro Spécial sur l'Indonésie, 1993, pp. 33-61. Sur la question des disparités régionales, on se reportera à l'ouvrage de référence de Hal Hill (Ed.), *Unity and Diversity, Regional Economic Development in Indonesia since 1970*, Singapore, Oxford University Press, 1986.

naturel. Le sentiment le plus répandu parmi les Achinois est que leur richesse sert surtout à lutter contre la pauvreté des autres Indonésiens. C'est d'ailleurs une opinion assez courante dans l'ensemble de Sumatra à l'égard de Java. Cela ne va plus jusqu'à susciter les mouvements de sécession régionale d'antan, car l'unité nationale indonésienne s'est renforcée sous l'effet du développement économique accéléré des trente dernières années. Toutefois les tensions persistent et peuvent dégénérer en explosion de violence au moindre incident, comme cela a été le cas à plusieurs reprises ces dernières années à Medan, à Lampung et à Aceh.

C'est pourtant bien le rôle d'un gouvernement central que de veiller à ce qu'une péréquation nationale s'établisse entre les provinces les plus prospères et les plus démunies du pays. Et de fait, le reproche que l'on pourrait plutôt faire à l'Ordre Nouveau est de ne plus y veiller assez depuis le début de la libéralisation de l'économie nationale entamée en 1985. En effet, les très importants investissements privés domestiques et étrangers que cela a attiré ont eut tendance à se concentrer sur l'industrie extractive et manufacturière, c'est à dire dans les régions les mieux dotées en ressources humaines ou en infrastructures et les plus développées. C'est donc la région de Jakarta et les grandes villes industrielles de Java comme Bandung ou Surabaya ainsi que les quatre provinces des "îles extérieures" riches en ressources minérales, Aceh, Riau, Kalimantan Est et l'Irian Jaya qui en ont drainé l'essentiel. Cela a fortement renforcé les disparités régionales ainsi que les inégalités sociales et crée les conditions d'un développement à deux vitesses qui pourrait bien à terme être un ferment d'instabilité politique dans l'archipel si le fossé continuait à s'élargir¹². Les problèmes chroniques d'Aceh, de Timor et de l'Irian sont en tous cas un signe inquiétant à ne pas prendre à la légère. Cela signifie-t-il que, à l'instar de tous ses semblables dans l'histoire, l'empire indonésien serait à terme menacé d'explosion ? Les auteurs qui se sont récemment interrogés sur cette question se gardent bien de conclure fermement dans un sens ou dans l'autre, mais le simple fait qu'ils aient jugé utile de la poser est déjà parlant en soi¹³. C'est d'ailleurs dans ce contexte, et au moment où la question de la relève de Suharto à la tête de l'État se pose avec de plus en plus d'acuité, que s'inscrit le débat sur la décentralisation administrative¹⁴. Les quelques avancées faites depuis peu par le gouvernement dans ce domaine sont encore bien timides. Bien qu'il soit à plus d'un titre souhaitable de continuer à renforcer le mouvement, on peut cependant se demander si sa prudence en la matière n'est pas liée au fait qu'une décentralisation accrue risquerait de renforcer encore plus les disparités régionales et, partant, les risques d'implosion de l'archipel. Et pourtant, l'absence d'un contrôle territorial rigoureux de l'État central ne constitue pas nécessairement un danger pour l'unité nationale ni une garantie pour le développement, ainsi que le montre l'exemple d'un certain nombre de groupes ethniques indonésiens marginaux.

¹² Il est peut-être nécessaire à ce stade d'orienter le lecteur vers la littérature récente traitant des problèmes de développement économique en Indonésie. Outre celui qui est mentionné à la note précédente, on pourra à cet égard aussi consulter un autre article récent de l'auteur publié dans une nouvelle revue espagnole sous le titre : "La economía de Indonesia en 1994 : una admisión confirmada en el club de los dragones asiáticos", *Revista de Estudios Asiáticos*, Numéro 1, julio-diciembre de 1995, pp. 51-78. Plus généralement on se reportera à l'ouvrage collectif dirigé par Anne Booth (Ed.), *The Oil Boom and After, Indonesian Economic Policy and Performance in the Soeharto Era*, Singapore, Oxford University Press, 1991 ainsi qu'à ceux publiés encore plus récemment par John Bresnan, *Managing Indonesia, The Modern Political Economy*, New York, Columbia University Press, 1993 et par Hal Hill (Ed.), *Indonesia's New Order, The Dynamics of Socio-Economic Transformation*, Sydney, Allen&Unwin, 1994. En français, on consultera la très utile synthèse sur la question de Bernard Dorléans, *L'Indonésie : les incertitudes du décollage économique*, Paris, La Documentation Française, 1992, auteur qui a également comblé récemment une lacune importante en publiant sur la question un "Que sais-je?" intitulé : *L'économie de l'Indonésie*, Paris, P.U.F., QSJ 2815, 1994.

¹³ Voir en particulier les articles de Anne Booth, "Can Indonesia Survive as a Unitary State?", *Indonesia Circle*, No 58, June 1992, pp. 32-47 et de François Raillon, "Où va l'Indonésie? Quelques pistes pour aborder le troisième millénaire", *Revue Canadienne d'Études du Développement*, Numéro Spécial sur l'Indonésie, 1993, pp. 81-96.

¹⁴ Pour une analyse plus large du contexte politique indonésien et en particulier des problèmes de succession présidentielle et de stabilité régionale, on consultera les ouvrages de deux des derniers correspondants de la fameuse *Far Eastern Economic Review* de Hong Kong à Jakarta : Michael Vatikiotis, *Indonesian Politics under Suharto, Order, Development and Pressure for Change*, London, Routledge, 1993 et Adam Schwartz, *A Nation in Waiting, Indonesia in the 1990's*, Sydney, Allen&Unwin, 1994.

Deux exemples frontaliers internes paradoxaux : les Badui et les Bajau

Dans le foisonnement de la diversité culturelle indonésienne, il est en effet de nombreux groupes ethniques qui ont un rapport singulier par rapport au contrôle territorial ou au développement économique. Certains sont à ce point rétifs aux influences de l'extérieur qu'ils ont dressé autour de leur territoire des quasi frontières internes pour s'en protéger, tolérant parfois tout juste le contrôle distant de l'État central selon des modalités complexes et presque rituelles. D'autres ne disposent au contraire d'aucun territoire propre qui soit occupé en permanence et se déplacent sur de vastes espaces terrestres ou maritimes, dans des sortes de pérégrinations qui les amènent à établir des contacts multiples avec l'extérieur et à être de ce fait souvent assez ouverts aux influences exogènes. Bien que leurs situations paradoxales soient en apparence diamétralement opposées, ils posent tous deux à l'État central des problèmes de souveraineté de même nature. Dans le premier cas, l'État a en effet du mal à étendre tout son pouvoir sur le territoire concerné alors que dans le second, c'est le groupe lui-même qui échappe largement à son contrôle. Parmi tous les exemples que l'on pourrait choisir pour illustrer chacune de ces deux situations paradoxales, les plus typiques et intéressants sont de loin celui de l'exclusivisme territorial des Badui d'une part et celui de la mobilité spatiale des Bajau de l'autre.

Les Badui constituent une curiosité sans égale dans l'éventail des quelques 300 groupes ethniques différents peuplant l'archipel. Vivant à Java Ouest, dans une région très accidentée et reculée du district de Banten qui se trouve pourtant à moins de 180 kilomètres du centre de Jakarta, ils ont réussi à rester à l'écart depuis plus de quatre siècles des changements qui ont bouleversé le pays sundanais à partir de la conquête de l'Islam au XVI^{ème} siècle. Faisant vraisemblablement partie du royaume indianisé de Pajajaran, ils ont résisté à l'islamisation en se retirant dans cette région difficile d'accès et en entourant leur territoire d'une frontière fictive mais quasi infranchissable. Le fait que ces animistes aux croyances teintés d'éléments hindobouddhiques soient réputés et craints pour leurs pouvoirs magiques n'est certes pas étranger au succès qu'ils ont rencontré dans la sauvegarde de leur identité et la préservation de leur mode de vie. Pour arriver à leurs fins, ils ont toutefois aussi élaboré un système de contrôle territorial subtil qui se caractérise par un double niveau de frontières. La plus infranchissable est celle qui se trouve au cœur de leur territoire et à l'abri de laquelle vivent les Badui Dalam, c'est à dire ceux de l'intérieur, petite aristocratie d'une quarantaine de familles réparties en trois villages comptant en tout guère plus de 500 habitants. Respectant un mode de vie très traditionnel et des règles de morale particulièrement strictes, ils ont aussi adopté toutes sortes de tabous répulsifs qui leur interdisent notamment de pratiquer la riziculture humide ou les cultures commerciales, d'utiliser des engrais ou des outils agricoles modernes, d'élever du gros bétail et d'avoir des transactions monétaires d'aucune sorte. Rétifs à tout ce qui vient du monde extérieur, en particulier l'éducation et la santé, ils construisent toujours leurs maisons sans un seul clou et continuent à s'habiller en blanc de tissages fabriqués par leurs femmes, raison pour laquelle on les appelle aussi les "Badui blancs". Afin d'isoler leur territoire sacré sur lequel nul étranger ne peut passer la nuit, ils l'ont entouré d'une zone tampon concentrique de quelques 5000 hectares qui est peuplée par les Badui Luar, c'est à dire ceux de l'extérieur, groupe plus large d'environ 6000 personnes. Astreints à des règles de vie beaucoup moins strictes, ils peuvent pratiquer l'échange commercial, jouant en quelque sorte un rôle d'intermédiaires entre les Badui Dalam et le monde extérieur. Tout de noir vêtus, ce qui leur vaut d'être aussi connus sous le nom de "Badui noirs", c'est en particulier à travers eux que l'administration publique indonésienne garde le contact avec ce groupe ethnique singulier, l'un des leurs étant même désigné à cet effet par les chefs coutumiers de l'intérieur. Le hameau où se trouve la maison du chef du village administratif de Kanekes, du nom que les Badui aiment aussi se donner, sur la frontière

extérieure nord de leur univers fermé, constitue en tous les cas autant un sas d'entrée obligatoire qu'un cul-de-sac au delà duquel il n'est pas facile pour l'étranger de pénétrer plus avant¹⁵.

Les Bajau ont par rapport au territoire une relation qui se situe presque aux antipodes de celle des Badui. Originaires des îles de la mer de Sulu dans le sud des Philippines, ils avaient en effet l'habitude d'être depuis des siècles de véritables nomades maritimes, se déplaçant sur leurs embarcations par groupes de 20 ou 30 dans tout l'archipel insulindien en pratiquant la pêche et à l'occasion la piraterie. Maintenant, beaucoup se sont sédentarisés et fixés sur les côtes de la plupart des grandes îles du monde malais. En dehors de leur région d'origine, on trouve ainsi des communautés Bajau aux Maluku, à Sulawesi, à Kalimantan, à Flores, à Sumatra, sur les côtes de la Malaisie et probablement ailleurs. Beaucoup ont fondé des villages sur la terre ferme, comme sur les rives du golfe de Tomini dans le nord de Sulawesi où sur les petites îles au large de l'estuaire de la Berau à Kalimantan Est. Certains continuent toutefois à vivre en permanence sur leurs embarcations, amarrées près des villages de leurs frères devenus sédentaires à part entière. Dans un cas comme dans l'autre, tous restent résolument tournés vers la mer et ses activités. Une des plus fortes concentrations de Bajau, aussi appelés "*orang laut*" ou "gens de la mer", a élu domicile dans l'archipel des Riau, au large de Singapour. Ils ne se déplacent plus au long cours, mais à l'intérieur du territoire maritime restreint où ils ont choisi de vivre pour y pêcher et faire du petit cabotage en transportant passagers et marchandises. Ils ont en général gardé de leur passé d'errance et d'aventure une attitude assez désinvolte par rapport aux frontières, qu'elles soient régionales ou internationales. Dans les différents États d'Asie du Sud-Est où ils vivent, les Bajau sont difficiles à gouverner, car non seulement ils se déplacent d'une province à l'autre, mais ont aussi tendance à ne pas vraiment accepter la tutelle de l'administration du territoire sur lequel ils sont établis. En général, ils ne se sentent donc guère concernés par les politiques étatiques ou les directives gouvernementales, en Indonésie pas plus qu'ailleurs. Cela se complique du fait qu'ils n'hésitaient traditionnellement pas à franchir les frontières internationales pour aller se fixer momentanément voire même définitivement dans le pays d'à côté, en Malaisie ou aux Philippines. En fait, ils considèrent comme faisant partie de leur territoire toutes les régions ou zones occupées par des Bajau, quelle que soient les distances qui les séparent où l'État Nation auxquelles elles appartiennent. Leur concept territorial transcende donc les frontières régionales ou nationales et se rapproche beaucoup plus de celui d'un réseau flou et distant dont les différentes parties sont reliées entre elles par le seul fait d'être peuplées de Bajau, même si elles n'ont plus entre elles la moindre relation formelle. Il n'est par conséquent guère aisé d'appréhender et de circonscrire le territoire des Bajau et tout aussi difficile d'analyser et de comprendre les pratiques sociales d'un groupe ethnique aussi divers et éclaté dont il est déjà pratiquement impossible d'évaluer la simple importance numérique¹⁶.

Les deux exemples choisis pour illustrer les paradoxes territoriaux auxquels l'État central indonésien doit faire face sont donc de prime abord très différents, pour ne pas dire carrément antithétiques. Qu'y-a-t-il en effet de commun entre le cas des Badui, que certains n'ont pas hésité à appeler les "Amish de Java", et celui des Bajau, que beaucoup qualifient par commodité de "Gitans de la mer" ? Les premiers se sont retirés à l'intérieur d'une région difficile d'accès où

¹⁵ Pour des raisons évidentes, fort peu d'études approfondies ont pu être réalisées sur les Badui et la littérature existante est essentiellement en hollandais ou en indonésien. On s'est donc essentiellement basé sur un article récent d'un des meilleurs connaisseurs actuels de la question, Judhistira Garna, "Masyarakat Baduy di Banten" in Koentjaraningrat (Ed.), *Masyarakat Terasing di Indonesia*, Jakarta, PT Gramedia, 1993, pp. 120-152 ainsi que sur l'un des rares textes existant en anglais sur le sujet publié par Djauhari Sumintardja, "The Badui of West Java : on the Crossroads of Development", *Prisma*, No 12, March 1979, pp. 35-45.

¹⁶ Vu leurs spécificités, on ne sera pas surpris d'apprendre que les Bajau n'ont guère été étudiés non plus. Les informations les concernant sont donc en grande partie tirées d'une étude récente en indonésien de Sudarman Sembiring, "Orang Laut di Wilayah Kepulauan Riau-Lingga" in Koentjaraningrat (Ed.), *Masyarakat Terasing di Indonesia*, Jakarta, PT Gramedia, 1993, pp. 323-343 ainsi que d'un article en anglais beaucoup plus ancien mais particulièrement utile de François Zacot, "To be or not to be Badjo : this is our Question", *Prisma*, No 10, September 1978, pp. 17-29.

ils se sont efforcés de circonscrire avec une précision de géomètre un territoire spatial exclusif derrière un système extrêmement ingénieux de double frontière. Les seconds se sont éparpillés sur toutes les côtes du monde malais, sans se soucier des frontières nationales ou régionales existantes et ne conçoivent le territoire qu'à travers sa dimension sociale. En d'autres termes, si le bornage du territoire donne d'un côté son identité au groupe, de l'autre c'est l'identité du groupe qui permet de définir le territoire. Pour schématiser, on pourrait dire que les Badui, groupe ethnique extrêmement homogène, ont développé une pratique excessive du principe frontalier, alors que les Bajau, réseau de communautés caractérisé par une grande hétérogénéité, n'ont pas eu à s'inventer la moindre délimitation territoriale.

Et pourtant, en y regardant de plus près, ces deux groupes si dissemblables sont très comparables. Tout d'abord, l'un comme l'autre vivent en marge de l'État indonésien et sont peu affectés par ses règles administratives ou ses mesures de développement. Le changement économique et social y est donc très limité. D'un point de vue strictement économique, leurs niveaux de vie demeurent très bas : discrets et frugaux, ils continuent à être pauvres et démunis. Sur le plan social, ni l'éducation ni la santé n'ont fait de grands progrès parmi eux : la scolarisation des enfants reste très faible et la mortalité infantile particulièrement élevée. A un tout autre niveau, aussi opposées soient elles, les pratiques territoriales paradoxales qu'ils ont développées ont le même type d'effets. En premier lieu, elles leur ont permis, par des voies séparées, de sauvegarder une identité culturelle forte face au processus d'homogénéisation rapide qu'entraîne le développement accéléré de l'archipel et auquel de nombreux autres groupes ethniques indonésiens plus exposés ont bien du mal à résister. Par ailleurs, elles posent des problèmes de souveraineté de même nature à l'État qui a du, bon gré mal gré, apprendre à tolérer des pratiques bien éloignées de celles qu'il s'évertue avec opiniâtreté d'inculquer au reste de la population indonésienne. Ainsi, les efforts déployés depuis l'indépendance par les gouvernements successifs pour forger une identité nationale unitaire dans cet archipel de la diversité n'ont jusqu'à présent guère été couronnés de succès auprès des deux groupes ethniques concernés. Les Bajau de Sulawesi déclaraient par exemple en 1978 au chercheur français venu séjourner parmi eux qu'ils ne voyaient pas très bien ce qu'était l'Indonésie, lui demandant même si la France en faisait partie et si certains des leurs s'y étaient établis. De même les Badui du village frontière de Kadukatug, visité par l'auteur vers la mi-août 1995, ne semblaient guère se soucier du fait que le pays fêtait alors le cinquantième anniversaire de son indépendance et devaient sûrement être parmi les rares citoyens indonésiens à ne pas avoir décoré leurs maisons des couleurs rouge et blanche du drapeau national pour marquer l'événement.

En guise de conclusion : le territoire, lien ou frontière en Indonésie ?

Comme nous l'avons vu au fil de ces pages, l'insularité et la diversité extrêmes de l'archipel indonésien sont à l'origine de singularités et de paradoxes territoriaux très différents. Il n'y a donc évidemment pas de réponse unique à la question de savoir si le territoire constitue plutôt un lien ou une frontière en Indonésie. Pour tenter d'y voir plus clair dans la diversité des situations, il est indispensable d'examiner le problème de manière approfondie aux trois niveaux d'analyse local, régional et national ayant fait l'objet de cet article.

Sur le plan local, la diversité culturelle sans égal caractérisant l'archipel fait que l'éventail des situations est très large. Dans le cas plus que singulier des Badui de Java Ouest, le territoire constitue clairement une frontière des plus rigides. Élément de base de l'identité culturelle Badui, elle les sépare et les protège du reste de la population sundanaise peuplant en majorité la partie occidentale de Java. Il est tout de même assez incroyable d'imaginer que, grâce à son ingénieux système de double frontière, ce petit peuple a réussi jusqu'à présent à sauvegarder ses traditions anciennes et à résister avec succès à la modernisation en vivant à 180 kilomètres de Jakarta, l'une des plus grandes mégapoles asiatiques et le haut lieu de l'intégration de l'Indonésie au marché mondial en cette période de globalisation galopante. Bien que moins

spectaculaires, on pourrait certainement trouver d'autres exemples de groupes ethniques caractérisés par des situations similaires à travers l'archipel, des Mentawai de Sumatra Ouest aux Dani d'Irian Jaya. Pour ce qui est du cas très différent mais tout aussi original des Bajau, qui ne connaissent pas les frontières, le territoire constitue au contraire plutôt un lien puisque c'est finalement le principal élément constitutif de l'unité ténue existant encore entre les différentes composantes de ce peuple éclaté, véritable archipel ethnique dans l'archipel géographique. Là aussi, malgré des contextes et des systèmes fort différents, il est possible d'établir une comparaison avec le cas de certains autres groupes ethniques originaires de l'intérieur des grandes îles indonésiennes comme les Batak de Sumatra Nord ou les Toraja de Sulawesi Sud, qui, éclatés dans tout l'archipel, reviennent régulièrement pour les grandes occasions sur leur territoire, base d'une unité qui perdure en dépit des distances les séparant.

A l'échelle régionale, la réflexion sur la nature du territoire s'inscrit moins dans l'espace que dans le temps. En effet, au fil des siècles et des années, les frontières traditionnelles séparant les différentes provinces indonésiennes ont tendu à s'estomper au profit d'une unité nationale toujours plus forte renforçant l'intégration territoriale. Pendant toute la période précoloniale, marquée par des conflits profonds durables entre les royaumes ou sultanats sundanais et javanais de Java et entre ces derniers et leurs voisins de Sumatra ou de Bali, les frontières terrestres ou maritimes constituaient des lignes de démarcation rigides. Ainsi que cela a été souligné plus haut, la colonisation hollandaise a indéniablement eu un effet majeur au niveau de l'unification du territoire indonésien. Toutefois, après l'indépendance, les tensions régionales centrifuges étaient encore si fortes qu'elles ont bien failli faire éclater la jeune république unitaire. Les rebellions de Sumatra ou de Sulawesi des années 50 avaient des motivations largement régionalistes et certaines envisageaient même une séparation pure et simple d'avec Java. C'est alors que Sukarno a apporté les dernières retouches aux frontières des provinces du pays pour sauvegarder l'unité nationale. Depuis l'avènement de l'Ordre Nouveau, ces dernières ont continué à s'estomper. Certes, il y a encore ici et là un certain particularisme régional, mais on est de plus en plus indonésien avant d'être originaire de telle ou telle province ou d'une île spécifique. Le développement accéléré des trente dernières années a certainement eu à cet égard un effet intégrateur majeur. Au départ séparées par des frontières bien marquées, les provinces de l'archipel se sont donc progressivement liées et fondues au sein de l'État national indonésien.

De ce dernier point de vue, l'Indonésie était pourtant, de par son insularité extrême et sa diversité inégalée, un Etat-Nation plus qu'improbable. Les îles sont en effet par définition même ouvertes aux quatre vents et sujettes à toutes les influences. En fait, la seule et unique véritable frontière naturelle existant dans l'archipel indonésien est la fameuse ligne Wallace passant entre Bali et Bornéo d'une part et entre Lombok et Célèbes de l'autre¹⁷. Marquant la délimitation entre les flores et les faunes d'Asie et d'Australie, elle ne pouvait guère jouer de rôle politique majeur. A défaut de lui être offertes par mère nature, les frontières dont hérita l'Indonésie contemporaine émergèrent donc progressivement d'une longue histoire. Elles coupent aujourd'hui à travers un monde malais qui a des racines culturelles et religieuses communes et séparent parfois des groupes ethniques homogènes comme les Minangkabau de Sumatra ou les Bugis de Sulawesi, que l'on retrouve aussi en Malaisie péninsulaire, sans parler des divers clans Dayak répartis de part et d'autre de la frontière traversant tout Bornéo. Bien que les territoires qu'ils occupent aient fait l'objet de conflits lors de la période de Confrontation ayant opposé l'Indonésie à la Malaisie, les frontières séparant les deux pays ne ont désormais plus disputées et tendent même à devenir un lien étroit dans le cadre du processus d'intégration régionale à l'œuvre en Asie du Sud Est depuis la création en 1967 de l'ASEAN, dont ils constituent le bloc culturel malais et la poutre maîtresse.

¹⁷ Il faut lire et relire le principal ouvrage du grand naturaliste britannique de la fin du XIX^{ème} siècle ayant donné son nom à la ligne en question et dont les belles pages sont encore si contemporaines : Alfred Russel Wallace, *The Malay Archipelago*, London, Macmillan, 1906.

En conclusion, on voit que le territoire est à la fois lien et frontière dans l'archipel indonésien. Par essence dualiste, il est de nature instable et varie dans l'espace et dans le temps, tendant plus vers l'un que l'autre au gré des circonstances historiques et pouvant à tout moment basculer dans le sens inverse. Malgré les singularités et les paradoxes relevant de la diversité et de l'insularité indonésiennes analysés dans cet article, la situation ne semble donc à cet égard guère différente de celle d'autres régions du monde, comme le prouvent les événements tragiques qui ont récemment ensanglanté une fois de plus les Balkans dans la vieille Europe.

Carte tirée de :

Hal HILL (Ed),

Unity an Diversity, Regional Economic Development in Indonesia since 1970

Singapore, Oxford University Press, 1989

